

---

## Autour de la « révolution passive » en Italie : réflexions comparatives

*Comparative Thoughts on the “Passive Revolution” in Italy*

Haim Burstin

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/857>

DOI : 10.4000/ahrf.857

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 61-81

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Haim Burstin, « Autour de la « révolution passive » en Italie : réflexions comparatives », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 334 | octobre-décembre 2003, mis en ligne le 08 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/857> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.857>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

---

# Autour de la « révolution passive » en Italie : réflexions comparatives

*Comparative Thoughts on the “Passive Revolution” in Italy*

Haim Burstin

---

- 1 La question du « jacobinisme italien » a mobilisé en l'Italie, entre les années 1940 et les années 1960, quelques-uns des meilleurs historiens de ce pays, autour d'un débat de grande envergure qui représente une page importante de son historiographie. C'est sans doute en raison de cette vaste mobilisation d'énergies intellectuelles que, dans les années suivantes, allait se produire une baisse relative d'intérêt à l'égard de ce sujet, comme si pour l'essentiel il avait été déjà épuisé. À l'approche du bicentenaire du *triennio* révolutionnaire (1796-1799), ce domaine semble avoir retrouvé une certaine vitalité et le débat a été rouvert grâce à d'importants travaux, sur la base d'une sensibilité historiographique renouvelée <sup>1</sup>. Cet effort vise à sortir d'un certain nombre d'impasses – héritées du passé et de moins en moins justifiées par les résultats de la recherche – qui ne cessent pas pour autant de se reproduire et de conditionner la démarche des historiens.
- 2 Les remarques qui suivent vont dans cette même direction et représentent essentiellement un effort d'analyse comparative entre le cas italien et l'expérience révolutionnaire en France, afin de vérifier la validité de certaines idées reçues.
- 3 Les termes de la question, tels que les avait posés l'historiographie des années 1950 et 1960, sont assez bien connus ; il n'est donc pas nécessaire d'y revenir <sup>2</sup>. Il convient de rappeler néanmoins que ce débat n'était pas exempt d'un certain conditionnement idéologique, même si l'envergure des historiens engagés avait sauvé le niveau scientifique de la querelle : les différentes positions polémiques ne se bornaient pas à s'affronter, mais contribuaient en effet à enrichir la discussion et à éclairer – au fur et à mesure – des aspects nouveaux de cette complexe question.
- 4 Il n'en reste pas moins que l'enjeu était bien plus profond. La Révolution française et le *triennio* étaient des occasions pour réfléchir et dialoguer sur l'histoire nationale et ses caractères originaux, en particulier au lendemain de la dernière guerre, lorsque se

posait le problème d'écrire l'histoire de l'Italie démocratique à l'issue de vingt ans de fascisme. L'attention se concentrait sur certains facteurs ataviques de conditionnement et de retard qui, en Italie, avaient entravé le processus de modernisation, ce qui impliquait un certain nombre de questions sous-jacentes de grande importance autour du problème central de l'unité nationale. Celle-ci avait été obtenue d'en haut par les armes piémontaises avec une participation restreinte, sans un véritable processus d'intégration, ceci expliquant les difficultés rencontrées par l'État à s'affirmer, dans un contexte où l'Église gardait un rôle extraordinaire. Dans ce cadre, nombre de points demeuraient très problématiques : celui du ralliement populaire et du consensus, la persistance de zones de résistance et du brigandage, la « question méridionale » ainsi qu'une question paysanne irrésolue, d'où la thèse d'inspiration gramscienne de la révolution agraire manquée s'imposant comme critère historiographique.

- 5 Tout cela renvoyait au *Risorgimento*, à ses origines et à ses limites, ce qui revenait à interpeler la Révolution française comme exemple de modernisation, sous forme de « révolution bourgeoise » achevée. C'est comme si le fascisme, point de confluence des retards accumulés par la société et l'État, reproposait à rebours le thème de la révolution passive avancé par Cuoco. Et la tendance à surestimer parfois le rôle des jacobins italiens, était un témoignage de passion civique visant à cerner et à valoriser un noyau originaire de l'histoire nationale capable d'en racheter et d'en contrebalancer partiellement les limites et les retards.
- 6 D'ailleurs, le terrain était effectivement conditionné par la façon dont l'historiographie italienne du XIX<sup>e</sup> siècle avait posé les questions. On peut même estimer que depuis l'œuvre de Cuoco et de Botta, tout découlait du jugement qu'on donnait *a priori* du *triennio* « jacobin » : s'agissait-il d'un malheureux accident, d'une séquence d'erreurs à réparer, ou au contraire d'un événement central et somme toute fondateur de l'histoire d'Italie ? Cette alternative en rejoignait une autre semblable et sous-jacente, elle aussi d'ordre idéologique et préjudiciel, dépendant de l'appréciation plus ou moins positive qu'on donnait de l'intervention française en Italie dans son ensemble.
- 7 Curieusement même, les courants historiographiques qui ont accordé le regard le plus bienveillant au *triennio*, ont été conditionnés par cette problématique dans l'effort – plus ou moins conscient – de répondre aux remarques polémiques qui en étaient dérivées et qui encombraient désormais de façon définitive le terrain historiographique. Tout d'abord en ce qui concerne le caractère « passif » de l'expérience révolutionnaire en Italie. Si pour certains historiens cette passivité était en quelque sorte acceptée et posée comme un des facteurs constitutifs du *triennio*, d'autres essayaient d'en minimiser l'ampleur ou même de refuser toute portée réelle à ce phénomène. En tout cas, le terme de comparaison demeurait l'expérience révolutionnaire française qui devenait ainsi le paradigme incontesté d'une révolution « active », aussi bien que le paramètre à l'aune duquel il convenait de mesurer les différents degrés de cohérence des autres phénomènes révolutionnaires. À partir d'un jugement sur l'intervention française en Italie, on remontait à une évaluation d'ensemble sur le rôle joué par la Grande Nation pour aboutir enfin à une prise de position sur la Révolution française dans son ensemble, point de repère désormais obligé.
- 8 Ce qui frappe, en analysant le débat historiographique en Italie, à partir des années 1950, est l'émergence d'un double registre : d'une part, une réalité italienne de plus en plus complexe et crispée, cernée par un patient travail de recherche ; d'autre part,

l'image polie et figée d'une Révolution française assumée une fois pour toutes, sans besoin d'être vérifiée. Face à une expérience italienne contradictoire, souvent confuse et opaque, se dressait « le modèle » français dans toute la transparence d'une révolution active, réussie et achevée.

- 9 Cette attitude était paradoxalement encouragée par une attitude symétrique qu'on retrouvait souvent chez les historiens français de la Révolution visant à renforcer, plus ou moins implicitement, l'idée d'une révolution modèle. C'était l'époque du grand débat sur la transition du féodalisme au capitalisme qui mobilisait surtout des historiens et des sociologues de formation marxiste <sup>3</sup>. Quoique délaissé et à maints égards dépassé, ce débat affrontait plusieurs questions qui étaient au cœur de la révolution elle-même. Dans ce cadre, un regard comparatif sur la pluralité des « voies de passage » s'imposait et c'est justement dans cette perspective historiographique qu'Albert Soboul nouait entre les années 1960 et 1970 des liens étroits avec nombre de chercheurs étrangers : de nombreuses rencontres internationales eurent lieu dont témoignent plusieurs publications <sup>4</sup>.
- 10 L'intérêt de cette démarche était de souligner les aspects où la Révolution française avait réussi dans son effort de transformer la société et l'État d'Ancien Régime ; ce qui permettait de mieux en étudier l'articulation et les acquisitions, par rapport à d'autres cas où ce même processus se révélait au contraire inachevé ou avorté. Cet intérêt à la méthode comparative était pratiquement absent dans l'historiographie modérée ou contre-révolutionnaire, repliée sur l'histoire politique de la révolution et surtout intéressée à en mettre en relief la dérive terroriste. De son point de vue, le caractère « actif » de la Révolution française, au lieu de représenter un avantage, devenait justement un inconvénient, car elle déchaînait un processus pervers difficile à endiguer, destiné à se prolonger en plein XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce cadre, la seule comparaison utile était plutôt avec la révolution américaine qui aurait échappé à l'épreuve de la radicalité et de la Terreur.
- 11 Cependant, même si la méthode comparative se démontrait à maints égards féconde, elle risquait d'engendrer une sorte d'échange inégal. Du côté de la France, on avait tendance à fixer un paradigme positif, tandis qu'ailleurs on se limitait à dresser l'inventaire des révolutions « bourgeoises » manquées ; ce procédé contribuait à occulter les zones d'ombre qui rendaient même le cas français bien plus problématique qu'on aurait été tenté de le croire.
- 12 Quoi qu'il en soit, cette tendance rebondissait à l'étranger, engendrant par inertie une sorte de procédure coutumière selon laquelle, une fois donné et sacralisé le modèle, il était simplement question de mesurer le taux d'adéquation des différentes réalités locales. Ce n'est que récemment que des doutes ont été exprimés sur la légitimité de ce procédé, notamment à la lumière des progrès de l'historiographie de la Révolution française elle-même <sup>5</sup>. Il suffit de citer certains sujets comme celui de la Contre-Révolution ou du jacobinisme qui jouent un rôle de premier plan dans l'axe comparatif avec la réalité italienne du *triennio* : ils ont fait objet d'importantes remises au point historiographiques récentes, en mesure de remettre en discussion certaines certitudes et d'imposer une approche plus prudente et nuancée <sup>6</sup>. On sait que la recherche en France a mis en pleine lumière l'importance et l'ampleur géographique de certains phénomènes, tels les résistances à la Révolution ; qu'il s'agisse de formes de Contre-Révolution à proprement parler ou d'« antirévolution », comme on penche de plus en plus à le croire, toujours est-il que le refus représente une large et complexe nébuleuse

qui demeure à explorer à fond. S'« il reste qu'au bout du compte c'est la Révolution qui a gagné » – a remarqué Michel Vovelle – « la balance des adhésions et des refus est bien malaisée à établir ». Et cette difficulté est due, entre autres, au fait que « si l'on peut tenter de localiser la Contre-Révolution à visage découvert, l'antirévolution nous échappe »<sup>7</sup>.

- 13 Le tableau hagiographique d'une révolution sereinement conquérante – et donc pour l'essentiel « active » – a été mis en discussion par la découverte et l'analyse des zones de « passivité ». Si l'exemplarité du modèle tend à se ternir et à se dissoudre, c'est donc le schéma comparatif dans son ensemble, employé d'habitude par l'historiographie italienne, qui manifeste sa faiblesse et perd de sa force explicative ; et cela soit qu'on prétende dénigrer l'expérience du *triennio*, soit qu'on vise au contraire à l'acquiescer des critiques dont il est objet.
- 14 Il en est de même de la question du jacobinisme qui a occupé une grande place dans le débat italien. Une longue querelle conceptuelle, outre que lexicale, portait sur la question de savoir jusqu'à quel point on avait effectivement le droit de parler de jacobinisme en Italie ; cela présupposait implicitement une image univoque et relativement affirmée du jacobinisme français à laquelle s'opposait la connotation idéologique bien plus contradictoire et brouillée des patriotes italiens. Si la comparaison avec le noyau de la théorie et de la pratique politique jacobines ne manquait pas tout à fait de pertinence, elle tendait à attribuer au jacobinisme français une image bien plus cohérente de ce que la recherche concrète pouvait autoriser<sup>8</sup>. Le jacobinisme correspond, même en France, à une série de pratiques qui ne se résument pas dans un comportement précis et codifié et qui ne bénéficient pas non plus d'une application homogène et systématique au niveau national. Le contrôle du club parisien sur les sociétés affiliées n'est guère rigoureux et le message qui part de Paris trouve plusieurs occasions de s'altérer, de s'effiloche au contact des réalités locales, marquées par des circonstances différentes, des conflits spécifiques et des traditions de sociabilité particulières. Il n'est pas rare de voir, au niveau local, des Jacobins contribuant, par un comportement spontanément maladroit et gratuitement extrémiste, à provoquer des formes de réaction jusqu'à susciter dans leurs villes des révoltes « fédéralistes ». Même à ce sujet, une fois révisée l'image d'un jacobinisme français monolithique en mesure d'établir un lien solide et homogène avec les masses, les limites des milieux patriotes italiens, leur incapacité de pénétration concrète au niveau populaire, leur isolement, se révèlent un peu moins surprenants.
- 15 L'historiographie italienne a reçu encore de l'historiographie française un autre élément, en le plaçant de façon insuffisamment critique au cœur de son système de référence : la polarité 1789-1793. À un 89 modéré, qui se bornerait à garantir les libertés civiles s'oppose un 93 radical qui proclame la liberté politique et instaure certains aspects décisifs d'égalité sociale. C'est à l'aune de ce schéma que l'on mesure souvent le taux d'« activité » ou de « passivité » de l'expérience italienne. Le *triennio* dans ses moments les plus réussis pourrait donc apparaître comme un 89 sans 93, mises à part les avant-gardes « jacobines » plus avancées et conscientes, obligées néanmoins, par la politique du Directoire, à rester sur le plan abstrait et théorique. Si ce schéma ne manque pas d'efficacité, d'où son succès en France aussi, il s'avère trop simpliste et somme toute insuffisant : il ne saisit pas la tension interne qui relie 89 à 93 et minimise l'articulation dialectique qui s'instaure entre ces deux phases de la Révolution. Des phénomènes politiques imputés à 93 ont une origine et une incubation antérieures qui

se situent dans un 89 bien plus radical qu'on ne le croit <sup>9</sup>. C'est plutôt la façon tout à fait particulière par laquelle ces deux phases se soudent en France et la dialectique concrète entre choix modérés et choix radicaux qui peuvent être tenues par terme de comparaison pour faire ressortir les facteurs de dissonance entre expériences italienne et française.

- 16 Voici pour l'instant quelques exemples sur lesquels il faudra revenir plus longuement, mais qui plaident d'ores et déjà pour une plus grande prudence dans l'analyse comparative. Car, si l'idée de révolution modèle semble périmée – ainsi que bien d'autres notion-guide ou événement-paradigme dans l'historiographie –, le thème de la « révolution passive » par rapport au *triennio* tend à se reproduire également grâce à sa pénétration dans les circuits de divulgation, y compris dans les manuels scolaires. Cette persistance semble signaler un point faible de la mémoire historique, une sorte de péché originel de l'histoire nationale italienne qui provoque un réflexe conditionné : la tendance chez nos historiens à collectionner des preuves à décharge en ce qui concerne le caractère passif de la révolution italienne. Un fantasme d'origine ancienne continue donc, malgré tout, à se manifester.
- 17 Pour contrecarrer cette tendance, il n'est certainement pas question de supprimer toute référence à la France révolutionnaire, car de fait celle-ci rentrait à part entière dans l'horizon culturel et politique des contemporains et dans toute la littérature ultérieure comme facteur puissant de conditionnement. Il importe plutôt de s'interroger sur la façon d'interpréter cette référence, éliminant tout legs d'une historiographie datée et en essayant surtout d'enrichir et de mettre à jour la structure comparative.
- 18 Au cœur du débat se trouve le grand problème du consensus : une énigme politique extrêmement complexe sur laquelle se fonde le concept même de révolution passive. Dans l'analyse du *triennio*, l'historiographie a basculé, d'une part, entre la recherche des preuves qui démontreraient l'incapacité structurelle des jacobins italiens à résoudre ce problème et, d'autre part, les témoignages attestant au contraire leur conscience de sa centralité et leur effort pour chercher une réponse concrète. En fait, les deux versions sont vraisemblables et coexistent, sauf que l'échec général de l'expérience jacobine en Italie a laissé prévaloir une opinion négative.
- 19 Toutefois, c'est le problème en soi qui semble mal posé car, en ces termes, il fait l'économie d'une question essentielle : celle de savoir si en Italie existaient les conditions mêmes pour une rencontre heureuse entre avant-gardes et masses, pour une large participation populaire, en mesure de produire une révolution effectivement « active » ; autrement dit, il faudrait se demander si existait en amont ce qu'on pourrait appeler la « chimie de base » nécessaire à cette fusion.
- 20 Une analyse sereine s'avère difficile du fait, paradoxalement, de l'effort manifesté par l'historiographie philo-jacobine de valoriser au maximum, l'œuvre des patriotes italiens. Leur faible emprise politique, d'une part, et, d'autre part, l'étendue des résistances, sous la forme dramatique de l'*insorgenza*, a amené en effet les historiens à insister particulièrement sur tous les aspects, même mineurs ou marginaux, qui pouvaient en réhabiliter la conduite ; on essayait ainsi de démontrer le côté concret de leurs programmes et leur adhésion au « moment glorieux » de la Révolution française. De même, on a invoqué des circonstances atténuantes : les difficultés de gouvernement, l'impact souvent négatif produit en amont par les réformes éclairées, la mauvaise conjoncture économique et sociale, le poids intolérable de la fiscalité, mais aussi les

spoliations et les pillages des Français, l'archaïsme des couches populaires, l'influence des rapports patriarcaux. Autant de difficultés incontestables qui démontrent effectivement jusqu'à quel point pouvait être escarpé le chemin que les patriotes devaient remonter ; cela rend compte en partie de leur échec et de l'épilogue souvent dramatique de leur expérience. Néanmoins, du point de vue historiographique, cette attitude révèle une position défensive encore dépendante de la problématique de la révolution passive. D'où la coexistence de positions souvent contradictoires qui font des jacobins italiens tantôt des individus enclins à une progression graduelle et contraires de toute façon à la Terreur, tantôt des radicaux inspirés par le courant robespierriste de la Révolution qui – par contiguïté à l'expérience babouviste – ne semblent pas hostiles à des méthodes extrêmes ; ou encore des crypto-radicaux qui appliquent une tactique prudente et graduelle dans le but de ne pas alarmer l'opinion publique. Sans doute ces interprétations sont toutes légitimes par rapport à des contextes différents, mais elles ne contribuent pas à une lecture unitaire du phénomène et tout au plus témoignent des incertitudes et des tâtonnements face à une situation extrêmement difficile à maîtriser. Au lieu de reconstruire rétrospectivement les justifications et les circonstances atténuantes d'un échec, je crois qu'il vaut mieux, pour mesurer concrètement l'effort intellectuel, politique et civique des patriotes italiens, se placer en amont et analyser les prémisses en dépit des issues. C'est dans ce but qu'une comparaison avec le cas français s'avère éclairante, notamment en ce qui concerne le thème stratégique du consensus.

- 21 De nombreuses études sur l'action des patriotes italiens ont essayé de mettre en lumière jusqu'à quel point ceux-ci avaient compris et intériorisé l'importance du thème du consensus. La preuve la plus évidente nous est donnée par la conscience qu'ils avaient de devoir s'adresser au peuple pour instaurer un rapport solide avec les masses ; d'où tout un effort visant à employer un langage accessible qui allait, comme dans le cas des patriotes napolitains, jusqu'au recours au dialecte, afin de mieux se faire comprendre. Mais il est question aussi d'un véritable projet pédagogique envers les couches populaires en vue de garantir la réception du message des avant-gardes politiques<sup>10</sup>. Certes, il y avait aussi un programme de réformes concrètes où les masses pouvaient s'identifier afin de se rallier au nouveau régime. Mais, à cause des entraves qui empêchaient la réalisation de ces projets dans un bref délai et dans les conditions difficiles créées par l'occupation française, une telle stratégie d'agrégation se réduisait essentiellement à un effort sur le plan de la propagande et à une sorte d'apostolat pédagogique.
- 22 Cependant, le dessein complexe de procurer un large consensus aux nouvelles républiques qui venaient d'être instaurées dans la péninsule, ne pouvait pas en rester là : harmoniser le langage des avant-gardes avec celui des masses était une condition nécessaire mais non suffisante ; il en était de même pour l'œuvre d'éducation populaire. Un point essentiel échappait : il fallait savoir traduire ces initiatives *en termes politiques*. C'est en effet sur le plan de la politique plutôt que sur le plan pédagogique qu'il faut cerner, je crois, le terrain de formation du consensus ; à ce sujet on peut convoquer à titre comparatif l'expérience française.
- 23 Les groupes politiques qui s'étaient mis à la tête de la Révolution en France avaient rencontré eux aussi de sérieuses difficultés justement sur ce terrain. Il s'agissait donc d'un problème épineux, en tout cas nullement résolu ; et non seulement en Italie, en dépit de ce que ses historiens aient pu croire. Il se posait en effet, pour la première fois,

sans aucune autre expérience préalable. Les Jacobins qui, par rapport à d'autres formations politiques, avaient atteint sur ce terrain le meilleur niveau d'approximation, se heurtaient eux aussi à des obstacles souvent insurmontables. Face à des tâches de gouvernement particulièrement pressantes, c'est la dynamique des attentes déclenchée par la Révolution même qu'ils ont du mal à contrôler et qui leur échappe. Pour contenir ces poussées centrifuges et les maîtriser, il aurait fallu une culture politique plus appropriée dont les Jacobins non plus ne disposaient pas : d'où l'incapacité de recoudre les déchirures de plus en plus nombreuses, de faire face à la prolifération de zones de refus, de contenir le processus d'isolement qui les frappait et qui aurait frayé le chemin à Thermidor. L'histoire du jacobinisme est donc une trajectoire qui connaît au début un certain succès dans le dialogue avec les masses, mais qui aboutit à une perte progressive d'emprise : elle se replie sur elle-même jusqu'à échouer sur le bas-fond d'une opposition de plus en plus ouverte et répandue. L'indice de ce phénomène est le recours croissant à l'idéologie et à la rhétorique du patriotisme comme expédient pour pallier la perte de cohésion progressive du front révolutionnaire sur le plan politique. Et pourtant, malgré l'inexorable progrès de cette dynamique de contraction, s'il y a un aspect qui caractérise la Révolution française, c'est justement sa capacité extraordinaire et inédite de produire du consensus : un capital qu'elle dissipe graduellement, pour des raisons qui ne cessent de faire objet de discussions parmi les historiens, mais que néanmoins elle avait préalablement accumulé. Cette faculté n'est pas innée ni non plus inscrite dans son code génétique : c'est le produit d'une série de conditions qui se créent ou qu'on se borne à seconder et qu'il est possible de cerner.

- 24 Ce capital n'est pas la conséquence du « moment héroïque » de la Révolution, à savoir de sa phase la plus radicale ; il se forme dès 1789 pour se consolider ensuite. Très précocement s'esquisse ce caractère original de la Révolution : sa capacité d'atteindre des niveaux inédits d'adhésion et d'agrégation autour d'un projet réformateur et d'élargir par conséquent la sphère de la politique à des secteurs de la population traditionnellement exclus de cette expérience. C'est sans doute pour cela qu'elle inaugure la politique moderne et en expérimente les diverses formes. Sans la possibilité préalable d'instaurer un rapport dialectique suffisamment large entre gouvernants et gouvernés, le terrain indispensable pour appliquer et expérimenter tous les outils de la politique aurait manqué. Il faut donc chercher les pré-conditions nécessaires pour la formation de cette vaste onde de choc dans le climat de profonde attente qui se diffuse avec la convocation des États généraux et qui se répand en France de façon inouïe. Cette phase si chargée de tension a été comparée fort efficacement à l'attente de la « bonne nouvelle », mais ce qui en fait autre chose qu'une attente générique à caractère millénariste est justement la forme politisée qu'elle acquiert.
- 25 Il faudrait se demander si en Italie il se passe quelque part un phénomène à peine comparable, à savoir, une expérience qui prédispose à la formation du consensus et à son élargissement dans un sens essentiellement politique. Le talent personnel des avant-gardes ne peut pas se passer de certaines circonstances institutionnelles pour s'exprimer en forme efficace. S'il n'y a pas de doutes sur le fait que, même dans les États italiens, les événements de France créent une atmosphère d'espoir et d'intérêt, ce qui manque est somme toute un premier moment d'agrégation autour d'un système commun d'attentes, ainsi que les canaux politiques concrets indispensables pour une initiative autonome.



- 26 Ces canaux s'activent en France avec la convocation et la réunion des États généraux : un phénomène original, nullement exportable. Ce qu'on ressent en cette occasion, au niveau des masses, est qu'une époque de transformations va commencer et que, par conséquent, tout changement, même le plus hardi, est virtuellement possible. Dans ce processus, le passage décisif est celui qui mène de la perception de la potentialité à celle de l'actualité concrète du changement. L'effet radical produit par ce sentiment et par les réactions qui en découlent, représente un facteur déflagrant, un ressort destiné à se déclencher avec la violence que nous connaissons.
- 27 La consultation électorale et la rédaction des cahiers de doléances sont un premier moment d'adhésion généralisée et de masse à la politique, même s'il n'est ni démocratique ni majoritaire. Ce phénomène ne se borne pas au simple principe de la représentation, mais déclenche l'imaginaire politique populaire, à savoir l'ensemble des attentes que le peuple commence à confier concrètement à la politique. Bien que chargée d'illusions palingénésiques souvent naïves, l'expérience d'une possible transformation représente le noyau d'une prise de conscience primitive et, en tout cas, un puissant moteur de participation politique de masse.
- 28 L'histoire de la première Constituante représente un autre pas vers cette direction, car elle démontre que les attentes et les projets de transformation peuvent être effectivement réalisés. Expérimenter concrètement qu'à toute action politique correspond une réaction conforme, devient ainsi un facteur important de formation du consensus. Il n'y a rien de foncièrement radical ou de spécifiquement jacobin dans ce phénomène : c'est l'essor du cycle vertueux de la participation et de la représentation. De larges secteurs de citoyens découvrent l'exercice concret de la souveraineté ; ils font valoir leur mandat de tout son poids et prétendent vérifier auprès du nouveau centre politique quel a été l'accueil de leurs revendications : une façon efficace pour s'identifier à part entière à la nouvelle dialectique de la transformation.
- 29 Voilà autant d'ingrédients sans lesquels j'estime impensable une implication « active » dans le processus révolutionnaire. C'est à ce type d'expérience qu'il importe de rapprocher le cas italien afin de mesurer le décalage <sup>11</sup>. Je crois en effet que ce n'est pas seulement la satisfaction concrète des besoins matériels des masses qui fait défaut dans les États italiens ; il manque plutôt la sensation largement partagée d'être individuellement associé à un processus théoriquement illimité de changement, un des moteurs les plus efficaces du consensus. « Les Français ont la parole » est la formule qui résume en France cette saison particulière, alors qu'au contraire, la voix des Italiens souvent se tait ou résonne dans le vide. Plus un programme de réformes – quoique octroyées d'en haut – rencontre un réseau d'attentes et de revendications, plus grand est le niveau d'agrégation qu'il provoque : c'est sur cette base que se forme un sentiment d'implication politique sous forme de connivence des masses avec les choix du nouveau régime et que les citoyens sont poussés à se rallier et à s'engager concrètement pour sa défense.
- 30 Cette « chimie de base » me semble manquer tout à fait en Italie, ce qui rend un large ralliement populaire *a priori* extrêmement complexe, voire impossible ; et cela, même avant qu'interviennent avec force les entraves contingentes déjà citées et qui sont bien connues. Il ne s'agit donc ni d'une incompréhension, ni d'un déficit de jacobinisme ou d'une prétendue distance par rapport au modèle de 1793 ; on constate plutôt un déficit de 1789 ou tout au moins de ce que cette phase de la Révolution contenait de plus

explosif : une lacune donc dans les conditions politiques initiales qui s'étaient avérées indispensables, en France, pour favoriser l'essor successif de l'expérience jacobine.

- 31 Il ne s'agit pas là d'exhumer l'argument traditionnel et déjà fort usé de la supériorité de 89 par rapport à 93. Les efforts hégémoniques des avant-gardes politiques ne s'épuisent certainement pas en 1789 ; au contraire ils connaissent un large développement dans les années suivantes, mais essentiellement dans une direction déjà tracée. Il suffit de rappeler que la Révolution commence en France avec un événement comme la prise de la Bastille qui comporte une large intervention populaire : c'est ainsi que s'affirme de façon clairement symbolique le rôle attribué au peuple, ainsi que le prix que, dès le début, on était prêt à payer pour pouvoir compter sur une large mobilisation de masse. L'acte fondateur du nouveau régime qui s'inscrit durablement dans la mémoire collective est un acte de rupture et, en tant que tel, représente une forme d'acculturation politique accélérée. En Italie, au contraire, le sujet de la violence populaire avait déjà partagé profondément l'opinion publique<sup>12</sup> ; et les patriotes eux-mêmes semblaient souvent indécis, hésitant entre le volonté de mobiliser le peuple et la crainte des conséquences que cela pouvait entraîner : d'où un comportement bien plus prudent qui envisageait tout au plus une pédagogie pour les masses comme phase préalable à leur mobilisation. Ils semblaient osciller entre une position en quelque sorte élitiste qui considérait le peuple comme une plèbe passive dépourvue de maturité, se bornant essentiellement à son égard à une intervention pédagogique, et une attitude à caractère populiste qui insistait notamment sur les besoins primaires des couches inférieures. Les patriotes ne comprenaient pas ainsi que le problème était aussi et surtout celui d'une implication politique des masses et donc de la façon concrète de la susciter. Il s'agit d'une ambiguïté destinée curieusement à se reproduire par la suite dans l'historiographie elle-même.
- 32 Et pourtant les patriotes italiens avaient effectivement plaidé à plusieurs occasions pour un élargissement égalitaire de la démocratie : ils avaient critiqué les bornes imposées par les thermidoriens aux sociétés populaires et souligné les conséquences que cela avait eu en Italie au cours du *triennio*<sup>13</sup>.
- 33 Mais il ne faut pas oublier l'expérience qui, en France, avait précédé thermidor ; la défense et l'élargissement du droit d'association avait été le résultat d'une âpre bataille politique entre ceux qui aspiraient à réduire, normaliser et endiguer la participation publique et ceux qui, au contraire, se déclaraient prêts à l'élargir. Cette bataille avait coïncidé avec une vigoureuse croissance de la poussée révolutionnaire. Si Robespierre avait gagné contre Le Chapelier, c'est aussi grâce à l'attachement montré par de larges secteurs de l'opinion publique à l'égard de certains organes de la vie politique, telles les sociétés populaires, qui avaient désormais des racines solides chez les Français<sup>14</sup> et à qui ils n'entendaient pas renoncer.
- 34 En Italie, en revanche, dès le début du *triennio*, le théorème d'une « révolution sans révolution » s'était affirmé sans possibilité de doute et sous les auspices vigilants de Bonaparte même. L'expérience en France d'un développement incontrôlé de la démocratie était trop récente pour qu'on s'expose à des risques sur ce terrain. À défaut d'un réseau large et généralisé de clubs et de sociétés populaires, la nouvelle sociabilité politique était trop faible pour compter sur un soutien « actif » et de masse. La participation démocratique se présentait par conséquent dans les États italiens sous une forme déjà trop restreinte pour permettre un élargissement effectif du consensus, même là où les patriotes en avaient compris l'importance.

- 35 Des considérations analogues s'imposent sur le plan économique et social. Une politique d'inspiration égalitaire – indice d'après l'historiographie italienne du caractère plus ou moins avancé des patriotes – ne se juge pas seulement sur la base de son contenu spécifique plus ou moins radical, mais aussi de l'accueil que lui accorde l'opinion publique. Plusieurs mesures égalitaires approuvées officiellement en France – tels les décrets de ventôse – ne furent jamais appliquées. Il n'en resta pas moins que la simple volonté de les adopter, en vue de satisfaire certaines revendications de base, représenta en soi un aspect significatif : il s'agissait d'autant d'occasions pour élargir le consensus en associant au processus révolutionnaire de nouvelles couches sociales qui allaient remplacer celles qui s'étaient détachées après la phase censitaire et à la suite du tournant radical.
- 36 Une pensée égalitaire hardie, mais incapable de se traduire en moteur concret de ralliement de nouveaux secteurs de l'opinion publique, est destinée à demeurer le plus souvent un effort théorique ; même à ce sujet, c'est sur le terrain de la politique que se consomme le décalage entre les expériences française et italienne.
- 37 En fait, un des aspects qui font mieux ressortir le talent des Jacobins français est leur capacité à traduire sur le plan politique le mécontentement populaire mûri sur le plan économique et social et d'exploiter ce potentiel subversif dans la bataille contre leurs adversaires : un phénomène certainement favorisé en France par l'âpreté de la lutte pour le pouvoir entre les différentes factions et en particulier entre Montagne et Gironde. Les Jacobins creusaient néanmoins dans un sillon déjà tracé auparavant ; le recours, de la part des couches populaires, à « l'imputation au politique » – pour reprendre la formule fort heureuse d'Ernest Labrousse – n'était pas nouveau ; ainsi que l'habitude de la part des avant-gardes d'accepter de payer le prix, même sur le plan social, pour s'assurer un soutien des masses.
- 38 Ce sont autant de conditions qui me semblent manquer *a priori* sur la scène politique italienne, où l'absence de lutte si intense et dramatique pour le pouvoir a empêché les patriotes italiens de développer concrètement un rapport « actif » en vue de conquérir le soutien des couches populaires. L'existence de conditions génériques de malaise social et de mécontentement ne suffit pas à créer ce rapport, sans possibilité concrète de lui donner une forme politique. Si bien qu'en Italie ce sera la réaction antifrançaise qui va exploiter politiquement le malaise accumulé sur le terrain des subsistances et accentué par la présence des armées étrangères ; « l'imputation au politique » intervient ici au niveau populaire, mais dans un sens contre-révolutionnaire.
- 39 On pourrait objecter qu'en France aussi les avant-gardes politiques révolutionnaires n'avaient pas toujours su se faire les interprètes des exigences économiques et sociales des couches populaires ; souvent – comme en Italie – c'était les forces hostiles à la Révolution qui avaient profité de la déception provoquée par un réseau d'attentes frustrées. Dans cette situation extrêmement difficile, il restait encore un expédient à essayer : le recours intensif à l'idéologie pour résister à la poussée centrifuge et maintenir une cohésion autrement irréalisable. Il s'agissait souvent d'une sorte d'agrégation factice et occasionnelle sous la menace de l'émergence et de la peur ; mais le chantage idéologique pouvait fonctionner justement parce qu'en amont il y avait des expériences qui liaient strictement de larges secteurs de la population au destin de la Révolution et de ses avant-gardes. La guerre, l'abolition de la monarchie, la menace d'invasion étaient autant de points de non-retour interdisant de reculer et créant un lien de complicité très fort entre gouvernants et gouvernés. Sur ce terrain aussi, il me

semble qu'en Italie des occasions comparables ne se présentent pas. Si bien que sans responsabilité partagée, la carte du conditionnement idéologique non plus n'a pas pu être jouée comme facteur de cohésion et d'hégémonie.

- 40 À partir des traits comparatifs analysés jusqu'ici, l'extrême étroitesse de l'espace politique où pouvaient s'exprimer les patriotes italiens ressort clairement ; tout se passe comme si le « jacobinisme » des avant-gardes ne parvenait pas à trouver un centre politique, autrement dit comme si elles étaient astreintes à une politique sans « *polis* ». Sur ce plan, les analogies avec la France du Directoire sont évidentes et il est effectivement vrai que la situation italienne ne peut être envisagée sans tenir compte de ce facteur de conditionnement, même s'il reste à savoir dans quel sens précis il agissait.
- 41 Du point de vue lexical, il est certain qu'on ne peut pas parler, en ce qui concerne les patriotes italiens, de jacobinisme au sens strict : Robespierre n'est plus là et ce qui reste est tout au plus « la queue de Robespierre ». Nous ne pouvons pas pour autant sous-estimer les phases les plus avancées de l'expérience italienne et nous borner à souligner la simple continuité avec un réformisme tiède : cela reviendrait à amenuiser l'importance d'un moment politique somme toute bien plus riche. Mais, à l'époque du Directoire, c'était l'idée même du recours au peuple, exploitée naguère par les Jacobins, qui était mise de côté, voire ouvertement exorcisée. Après la Terreur et l'expérience de l'an II, l'hypothèse d'une intervention populaire s'avère somme toute impossible : l'attention porte sur les tâches de direction plutôt que sur l'idée de participation élargie à la vie publique. La *polis* est progressivement démantelée à partir des organismes qui pouvaient encourager non seulement la démocratie directe, mais aussi une large présence politique de masse : hommage posthume à Le Chapelier dont le théorème trouvait enfin sa pleine application. Le problème étant de moins en moins celui de s'assurer le soutien populaire, mais plus celui de contrôler, quoique approximativement, les forces en jeu.
- 42 C'est cet ensemble de choses qui inaugure – et pas seulement en Italie – la grande question de la « révolution passive ». Dans ce contexte politique, la tentative de s'inspirer du « moment héroïque » de la Révolution, par le projet d'un large rassemblement populaire s'avère en fait à contre-courant. Le cas des patriotes italiens semble ainsi engendrer un autre paradoxe : même là où ils comprennent, à la suite de l'expérience française, la nécessité de faire du rapport avec les masses populaires un pivot stratégique, cette aspiration se heurte au discrédit généralisé qui frappe désormais toute intervention populaire et à la peur qu'elle suscite : une dissonance donc par rapport au nouveau cours des événements.
- 43 C'est sans doute à cause de ce paradoxe que les patriotes italiens s'orientent vers la théorie et la pratique de la conspiration. Cependant, il ne faut pas oublier que l'expérience politique jacobine, fondée sur un large appel à la mobilisation de masse, était tout à fait aux antipodes de la conspiration. C'est pourquoi revendiquer le rapport entre les patriotes et Buonarroti – comme l'a fait souvent l'historiographie italienne – pour démontrer une liaison avec l'expérience jacobine française et donc avec « le moment glorieux » de la Révolution – semble, en ce qui concerne l'après thermidor, tout à fait trompeur.
- 44 L'adhésion, par l'intermédiaire de Buonarroti, au projet babouviste témoigne sans doute d'une certaine audace idéologique, mais pas de clairvoyance politique. Il ne faut pas surestimer le poids politique de la Conspiration des Égaux<sup>15</sup>. Même dans ce cas, il

s'agit encore une fois d'une action politique sans *polis*. Malgré l'intérêt extraordinaire qu'elle revêt, l'expérience des Égaux ne peut pas être considérée comme un exemple de « révolution active », ni comme un point de référence pour mesurer ce qu'il y avait de jacobin ou de robespierriste dans le radicalisme des patriotes italiens. Il faut souligner au contraire comment la dimension conspiratrice représente, du point de vue psychologique et émotionnel, une sorte de *habitus mentis* qui crée l'accoutumance et dont il est difficile de se passer : un choix qui renforce l'action individuelle ou collective plus que la recherche d'un large consensus de masse.

- 45 Cela ne peut que favoriser une certaine tendance à l'abstraction, car les patriotes italiens ne s'adressent pas au peuple, comme en France, en tant qu'interlocuteur politique ; ils parlent à un peuple abstrait et potentiel qui n'a pas eu une occasion concrète de s'exprimer et d'avoir accès à la *polis*, ce qui en fait tout au plus un interlocuteur virtuel. Le terrain où tend à se développer la dimension abstraite dont participe aussi l'esprit de conspiration, est représenté par l'écart entre la théorie et la pratique. On a beau indiquer la nécessité théorique d'une liaison avec les masses, ce sont les occasions effectives qui font défaut pour traduire cet appel en pratique politique ; cela explique le bilan tout à fait modeste des patriotes italiens sur le plan des réalisations concrètes.
- 46 Ce sont en revanche les contre-révolutionnaires – voici encore un paradoxe – qui vont instaurer un rapport plus solide entre théorie et pratique ; ils peuvent compter en effet sur une action, concrètement antipopulaire, à exploiter, représentée par les pillages et la rapacité fiscale de l'armée française, dont il était très facile de donner une lecture contre-révolutionnaire. Peut importe s'il s'agit d'une opération subreptice et mystifiante ; toujours est-il qu'elle se fonde sur une réalité difficilement contestable aux yeux de l'opinion publique et qui prête particulièrement à la manipulation.
- 47 C'est donc paradoxalement par le biais de l'*insorgenza* que « l'Italie des masses » fait son apparition soudaine et dramatique au cours justement du *triennio* en tant qu'interlocuteur politique – effectif ou potentiel – de la réaction, avec un choix d'hostilité à l'égard des Français. Il est curieux de constater que, dans plusieurs cas, cette apparition s'avère inattendue et prend au dépourvu les contemporains eux-mêmes<sup>16</sup> : c'est une preuve assez éloquente de leur manque de familiarité avec les aspirations, les réactions et les comportements populaires, ce qui rend inévitable l'échec de l'action politique directe des patriotes vis-à-vis des masses. Mais si l'on poursuit dans cette inversion paradoxale des rôles, on peut se demander si l'équivalent de la forme primitive de politisation populaire qui se produit en France lors des États généraux, ne pourrait être en Italie justement l'*insorgenza* anti-française. C'est en effet lors de ces soulèvements que les couches populaires parviennent pour la première fois à faire entendre collectivement leur voix. L'invasion des armées napoléoniennes, en bouleversant le cadre général de la société et des États, avait altéré aussi les pratiques coutumières, paternalistes et répressives, employées par les régimes précédents pour contenir la jacquerie. Les conséquences se répercutent sur le système traditionnel de déférence dans son ensemble, ce qui contribue à engendrer des formes de comportement ou même de contestation inédites et redoutables, inspirant, au niveau populaire, un courage et une détermination sans précédent. Les victimes pouvaient être tantôt ceux qui – comme les envahisseurs français – bouleversaient des équilibres anciens et consolidés, tantôt les couches sociales, tels parfois certains secteurs de la bourgeoisie d'affaires, envers lesquelles couvait déjà un ancien ressentiment.

- 48 Que l'on songe, par exemple, aux phénomènes de panique collective dont on connaît l'extraordinaire potentiel de mobilisation dans le monde paysan ; la « grande peur », véhiculée dans les campagnes françaises par l'idée d'un complot aristocratique qui avait tellement contribué à façonner une conscience antinobiliaire et à donner un rôle actif aux paysans, semble se présenter en Italie sous forme de crainte des armées françaises. C'est ce type de grande peur qui avait prédisposé le monde rural italien à une réaction tout à fait particulière, mais pas pour autant moins déterminée. La stimulation d'un imaginaire religieux, qui se manifeste par la croyance généralisée en des phénomènes miraculeux associés au caractère sacrilège de l'invasion française, semble confirmer indirectement la sensation que des craintes ancestrales avaient été réveillées par une sorte de sens de culpabilité collectif.
- 49 Certes il ne faut pas négliger, parmi les causes d'hostilité envers les nouveaux venus, le feu roulant de la propagande antifrançaise, menée dans les campagnes avant même l'occupation <sup>17</sup>. Mais si cette propagande réussit, c'est parce qu'elle touche une corde sensible dans le monde rural. L'*insorgenza* prend donc une sorte de coloration politique sous forme de prise de conscience embryonnaire, de la part des couches populaires concernées, de leur force et de leur capacité à conditionner – grâce à une intervention active – le cours des événements ; et peu importe si, plus qu'une authentique capacité de transformation, il s'agit d'une forme de résistance au changement.
- 50 D'ailleurs, les forces hostiles à la Révolution ne ratent pas leurs occasions politiques ; elles parviennent en particulier à profiter d'une sorte de cercle vicieux qui s'instaure bientôt dans les républiques jacobines. Les difficultés, de la part des nouveaux groupes dirigeants locaux, à maîtriser la situation et à établir une hégémonie solide, les pousse à recourir de plus en plus à l'aide des Français ; mais ce recours ne va pas sans conséquences et comporte une lourde contrepartie faite de charges fiscales et de mesures vécues comme autant de vexations à l'égard de la population. Tout cela éloigne encore davantage les masses des nouvelles expériences politico-institutionnelles et les pousse à l'*insorgenza*. On sait d'ailleurs que les Français ne laissèrent point ce phénomène impuni ; la répression fut dure et sévère, ce qui allait ajouter un autre motif de ressentiment et d'hostilité au nouveau cours. Le cercle se fermait ainsi et de nouveaux facteurs d'incompréhension se traduisaient en difficultés de gouvernement.
- 51 Du point de vue de l'hégémonie politique, les patriotes italiens se heurtent donc à un destin tragique et impitoyable qui ne tient pas compte de leurs efforts, empêche d'en tirer profit en fonction d'une politique vraiment populaire ; qui plus est, avec le recours aux armées françaises, ils semblent s'accrocher, pour ainsi dire, à la corde qui les étrangle. Ce recours fait le jeu, en revanche, des nouveaux groupes dirigeants modérés dont les patriotes subissent l'initiative politique <sup>18</sup> ; pour ceux-ci, la mobilisation populaire était en tout cas quelque chose à éviter et à désamorcer ; à leurs yeux le peuple des États italiens manquait de maturité et d'une éducation suffisante. Si la Révolution en France était justifiée par les nombreux abus dont les Français étaient les victimes – ce qui avait mobilisé la majorité de la population –, en Italie ce prétexte ne subsistait pas, car les groupes dirigeants d'Ancien Régime étaient relativement moins oppressifs et l'élite réformatrice s'était montrée plus disponible et ouverte au changement. Même aux yeux des modérés qui regardaient la Révolution en France avec admiration, en Italie les choses ne pouvaient se passer de la même façon : un mouvement spontané de masse n'était pas prévisible, ni souhaitable. Sur cette base, se forme une convergence puissante, voire une consonnance effective, entre le projet de

Bonaparte et la pensée des modérés pour inhiber d'emblée toute forme d'intervention populaire, dans le cadre d'une révolution qu'on voulait *a priori* passive, suivant une démarche qui devait garantir le miracle d'une révolution sans révolution.

- 52 Les patriotes italiens se trouvèrent ainsi enserrés dans un étau formidable, entre la pression des Français, l'initiative politique des modérés et l'élan hégémonique des contre-révolutionnaires. Si l'on envisage, de plus, les limites d'une culture politique encore insuffisamment expérimentée et le défaut d'occasions institutionnelles, on peut conclure qu'il aurait été plutôt surprenant s'ils avaient réussi à obtenir de meilleurs résultats. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que, sous la poussée des armées françaises, dans le bouleversement général et à défaut d'un succès appréciable de l'action réformatrice, les formes de loyalisme et d'attachement aux croyances et aux institutions traditionnelles ne pouvaient que survivre. Dans ce cadre, c'était l'Église qui représentait la réalité de masse la plus puissante et enracinée<sup>19</sup>, un phénomène destiné à se prolonger sur la longue durée dans l'histoire de l'Italie.
- 53 Même à ce sujet, il faut remarquer une différence importante par rapport au cas français. En France, le consensus ne dépendait pas seulement des mesures concrètes décrétées et appliquées par les gouvernements en charge ; il se fondait aussi sur toute une chaîne d'intermédiaires politico-culturels capables de rendre compréhensibles, voire acceptables, ces mesures auprès d'un vaste public. C'est le produit d'une articulation politique plus achevée : par le biais de ces intermédiaires et grâce à leur réseau d'organismes institutionnels, pédagogiques et de sociabilité, la liaison entre commettants et mandataires était assurée.
- 54 En Italie, au contraire, si l'on constate souvent l'absence de ces figures dans le champ d'action des patriotes, c'est la structure ecclésiastique qui démontre, une fois de plus, son efficacité par la densité de son réseau traditionnel d'intermédiaires mis en place de tout temps.
- 55 Les premières manifestations de l'indocilité populaire vont rendre plus prudents les jacobins italiens dans leur politique d'ouverture à l'intervention des masses ; sur ce terrain ils perdent une position originellement favorable et une sorte de court-circuit politique se produit<sup>20</sup>. Car, avec les premiers phénomènes d'*insorgenza*, le rapport avec les masses s'avère du coup difficile, problématique, contradictoire, devenant une variable à manier avec précaution, voire avec une certaine crainte. Il n'y a pas, en effet, un premier moment de confiance dans les potentialités révolutionnaires du peuple qui puisse, comme en France, produire une disponibilité large et résolue à son égard. À ce sujet, il faudrait se demander si, dans l'effort des patriotes italiens de seconder les aspirations populaires, il ne faut pas voir en réalité la volonté de conjurer une inclination, perçue comme naturelle dans le peuple, à se ranger du côté de la noblesse et du clergé : d'où une attitude *a priori* méfiante, préventive, somme toute défensive, plus que la sensation d'instaurer un rapport solide d'alliance.
- 56 Le thème de la violence populaire, avec les aspects inconnus qu'elle comporte, joue un grand rôle, surtout que l'histoire toute récente de la Révolution en France venait d'en donner une démonstration dramatique, en livrant à l'opinion publique européenne des images que la presse et l'iconographie contre-révolutionnaires s'étaient chargées de diffuser à profusion. Même de ce point de vue, le décalage chronologique entre Révolution française et *triennio* jacobin en Italie devait se révéler un important facteur de conditionnement. Le thème de la violence était désormais central et la guillotine pesait lourd sur l'imaginaire collectif comme inducteur de peur sociale.

- 57 Néanmoins, la manière même dont les Jacobins français affrontent la question difficile de la violence populaire, lorsqu'elle fait sa première apparition dramatique, nous mène à une réflexion qui peut servir à mieux éclairer le cadre comparatif. En mettant la Terreur à l'ordre du jour, les Montagnards entament une sorte de suicide politique progressif qui va créer tout autour d'eux une zone très large d'hostilité ; mais au moment même de son apparition, cette politique n'est pas étrangère à une dialectique du consensus : si, d'une part, l'option terroriste pousse définitivement un très grand secteur de la population dans le champ de la Contre-Révolution, elle reflète en même temps, un choix hégémonique qui rallie aux Jacobins d'importants secteurs du monde populaire. Il ne faut pas oublier que la décision de mettre la Terreur à l'ordre du jour répond souvent – et en particulier à Paris – à une profonde aspiration populaire. Bien que féroce, le choix de la guillotine exprime, de la part du gouvernement révolutionnaire, la volonté de prendre complètement à son compte la pulsion punitive et, par conséquent, le taux de violence spontanée qui représentait un aspect si important dans les comportements populaires ; de ce point de vue, la politique terroriste renforce le rapport « actif » avec les secteurs les plus résolus et radicaux de l'opinion publique.
- 58 Quand la Révolution arrive en Italie avec les baïonnettes françaises, il n'y a plus le moindre espace pour un emploi hégémonique de la violence populaire. Les nouvelles des atrocités liées à la Terreur, habilement diffusées, amènent à l'exorciser tout de suite et à adopter à ce sujet une attitude modérée : un autre canal potentiel de contact entre les patriotes et les masses est entravé. Ce sont les contre-révolutionnaires qui, au contraire, laissent se déchaîner cette pulsion populaire en parvenant à l'insérer dans un cadre politique. Ils bénéficient sur ce terrain d'une sorte de rente de position ; par l'exploitation et la gestion de la violence, ils légitiment et encouragent en effet un type de comportement populaire, expression du mécontentement, ce qui leur permet d'élargir leur consensus vis-à-vis des masses.
- 59 En France, l'expérience révolutionnaire s'inscrit dans la mémoire historique et se prolonge tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est, en revanche, le souvenir de l'*insorgenza* qui semble traverser l'histoire italienne et la conditionner lourdement, comme une tare dont les conséquences se font sentir jusqu'à nos jours. Tout comme en France, la Révolution – mythe fondateur – projette l'événement même au-delà de ses bornes chronologiques, la désillusion italienne – vécue douloureusement par les contemporains – crée une longue vague de pessimisme et un sens d'inadéquation par rapport au modèle français : une attitude intériorisée – on l'a vu – par l'historiographie.
- 60 « On a fait l'Italie, maintenant il faut faire les Italiens », déclarait encore en 1896 – 35 ans après l'unification du pays – le ministre de l'Éducation nationale Martini, dans une phrase restée célèbre. Nous savons que ce même problème s'était aussi posé en France : « on a fait la loi pour la nation [avait déclaré Delayre à la Convention] il s'agit maintenant de faire la nation pour les lois ; et c'est par l'éducation publique ». Mais c'était le 9 pluviôse an II, presque un siècle auparavant.
- 61 J'ai essayé de démontrer que c'est le défaut des conditions préalables qu'il faut envisager : les occasions politiques, les circonstances institutionnelles, les moments propices à une agrégation. Le manque de l'ensemble des facteurs, que j'ai appelé la « chimie de base », éloigne irrémédiablement l'expérience italienne du cas français ; et cela même avant d'intenter un procès aux « jacobins » italiens. On connaît d'ailleurs les limites de leur culture politique et les fautes commises concrètement au cours du



*triennio*, ainsi que les hardiesses et parfois l'originalité de leur pensée et l'importance de leur itinéraire idéal et politique. Toutefois, en suivant le parcours comparatif mené jusqu'ici, on peut se demander si, au lieu de juger le cas italien comme une malheureuse anomalie par rapport au modèle français, il ne faudrait pas plutôt considérer ce dernier comme la véritable anomalie du fait des conditions extraordinaires et tout à fait particulières qu'il parvient à rassembler dans le temps court d'à peu près cinq ans et qui rendent possible – même si inexportable – une telle trajectoire. Il s'agit d'une glorieuse anomalie, devenue à juste titre paradigme et symbole pour la force, l'intensité et la richesse de l'expérience qu'elle a engendrée et proposée au monde entier ; mais une anomalie tout de même à laquelle on s'est référé par la suite sans réussir à la reproduire. D'ailleurs, il n'y a rien d'absurde dans la tentation, souvent manifestée, de suivre les traces de l'expérience française, même sans une conscience précise des conditions tout à fait particulières qui l'avaient engendrée et des possibilités concrètes de sa reproduction.

- 62 Le cas italien se révèle décidément moins atypique ; il faut donc l'étudier dans l'articulation de ses spécificités locales avec toutes les entraves que rencontre ici le processus de modernisation ; mais sans complexes, en exploitant la comparaison avec la France pour ce qu'elle offre d'heuristiquement valable, en quittant un système d'analogie abusif et un parallélisme rigide avec une expérience somme toute si différente et unique.

---

## NOTES

1. Pour un aperçu d'ensemble, cf. *Annales historiques de la Révolution française*, 1998, n° 313, numéro spécial: L'Italie du *triennio* révolutionnaire (1796-1799).
2. Pour une synthèse de ce débat, cf. A. M. RAO, *Esuli. L'emigrazione politica italiana in Francia (1792-1802)*, Napoli, Guida 1992, pp. 61-185 ; I. TOGNARINI, *Giacobinismo, rivoluzione, Risorgimento. Una messa a punto storiografica*, Firenze, La Nuova Italia, 1977 ; C. CAPRA, *L'età rivoluzionaria e napoleonica in Italia. 1796-1815*, Torino, Loescher, 1978 ; F. PERFETTI, *Introduction à R. DE FELICE, Il triennio giacobino in Italia (1796-1799)*, Roma, Bonacci, 1990.
3. Cf. M. DOBB, P. SWEEZY et al., *Du féodalisme au capitalisme: problèmes de la transition*, Paris, Maspero, 1977, 2 vol.
4. Voir par exemple le colloque consacré à « L'Italie jacobine et napoléonienne » (Rome, 25-27 mars 1974), dont les actes parurent dans l'*Annuario dell'Istituto storico italiano per l'Età moderna e contemporanea*, vol. XXIII-XXIV (Rome, 1975) et dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1977 (49), n° 230. En ce qui concerne les rapports avec l'Italie, il faut rappeler les liens d'amitié et de collaboration scientifique entre Albert Soboul et Armando Saitta qui avaient donné lieu, entre autres, à un projet d'édition des œuvres de Babeuf, resté inachevé ; cf. V. DALINE, A. SAITTA, A. SOBOUL, *Œuvres de Babeuf*, t. 1, Babeuf avant la Révolution (Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution française. Mémoires et documents, XXXIII), Paris, Bibliothèque nationale, 1977.
5. Cf. A. M. RAO, « Temi e tendenze della recente storiografia sul Mezzogiorno nell'età rivoluzionaria e napoleonica », dans *Il Mezzogiorno e la Basilicata fra l'età giacobina e il decennio*

francese, Atti del convegno di Maratea, 8-10 giugno 1990, Venosa, Osanna, 1992, pp. 41-85 ; *id.*, « Mezzogiorno e rivoluzione: trent'anni di storiografia », *Studi Storici*, 37 (1996), pp. 981-1041.

6. Cf. dans cette même direction A. M. RAO, « El jacobinismo italiano (1796-1799) », dans L. ROURA I AULINAS, I. CASTELLS (éds.), *Revolucion y democracia. El jacobinismo europeo*, Madrid, Ed. del Orto, 1955, pp. 139-164. Toujours en vue de réadapter le cadre comparatif entre expériences française et italienne, mais dans tout autre perspective, cf. A. DE FRANCESCO, « Aux origines du mouvement démocratique italien: quelques perspectives de recherche d'après l'exemple de la période révolutionnaire, 1796-1801 », *Annales historiques de la Révolution française*, 1997, n° 308, pp. 333-348.

7. M. VOVELLE, *La découverte de la politique. Géopolitique de la révolution française*, Paris, La Découverte, 1992, p. 296.

8. Sur la nécessité de tenir compte des plus récentes mises à jour au sujet du jacobinisme français, pour une correcte appréciation du jacobinisme italien, voir aussi A. M. RAO, « Giacobini e giacobinismo nella cultura meridionale italiana del primo Ottocento », *Lectures*, 1989, n° 24, pp. 201-219.

9. J'ai plus longuement insisté sur l'insuffisance de la polarité 1789-1793 comme cadre interprétatif de la Révolution dans H. BURSTIN, *La politica alla prova. Appunti sulla rivoluzione francese*, Milano, Angeli, 1989, pp. 29 sq.

10. Cf. A. M. RAO, *La repubblica napoletana del 1799*, Roma, Newton, 1997, pp. 48-49.

11. Sur les difficultés concrètes à instaurer en Italie un système de démocratie représentative au cours du triennio, cf. A. M. RAO, *La repubblica napoletana (...)*, *op. cit.*, pp. 28-29.

12. Cf. A. M. RAO, « Il problema della violenza popolare in Italia nell'età rivoluzionaria », dans H. BURSTIN (éd.), *Rivoluzione francese: la forza delle idee e la forza delle cose*, Milano, Guerini, 1990, pp. 247-266.

13. Cf. C. PETRACOONE, « Il giacobinismo napoletano », dans M. L. SALVADORI, N. TRANFAGLIA (éds.), *Il modello politico giacobino e le rivoluzioni*, Firenze, La Nuova Italia, 1984, pp. 138-141.

14. Cf. H. BURSTIN, « Un itinerario legislativo: le leggi Le Chapelier del 1791 », dans H. BURSTIN (éd.), *Rivoluzione francese (...)*, *op. cit.*, pp. 71-81.

15. Cf. R. ANDREWS, « Réflexion sur la conjuration des Égoux », *Annales E.S.C.*, 29 (1974), pp. 73-106.

16. G. GALASSO, « Le forme del potere, classi e gerarchie sociali », dans *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1971, vol. 1, p. 516.

17. Cf. C. CAPRA, *L'Italia rivoluzionaria e napoleonica (...)*, *op. cit.*, p. 97.

18. Cf. A. M. RAO, *Il problema della violenza popolare (...)*, *op. cit.*

19. Cf. G. GALASSO, *op. cit.*, p. 517.

20. Cf. A. M. RAO, *Esuli (...)*, *op. cit.*, pp. 131 sq.

## RÉSUMÉS

Le triennio jacobin a été étudié le plus souvent comme un exemple de « révolution passive », par rapport au modèle français conçu comme une révolution « active » par excellence. Cependant, l'historiographie française est aujourd'hui beaucoup plus prudente à ce sujet et le schéma d'une révolution-modèle tend à reculer. Dans cet article il est donc question d'une remise au point du cadre comparatif dans son ensemble sur la base des nouvelles acquisitions historiographiques, pour essayer de reformuler le rapport entre expérience italienne et Révolution française.

The Jacobin triennio has mostly been studied as an example of “passive revolution”, compared to the French model seen as an “active” revolution par excellence. French historiography, however, has to-day become much more cautious on the issue and the concept of a model revolution has lost ground. The object of this article is thus to reappraise in toto the comparative framework in the light of new historical findings and attempt to reformulate the relationship between the Italian experience and the French Revolution.

## INDEX

**Mots-clés** : Italie, historiographie, Triennio, Jacobin, révolution passive, républiques jacobines, insorgenza, jacobin, Révolution passive, Républiques jacobines, Insorgenza